

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'An deux mille vingt-deux et le 18 février, à 17h00, le Conseil Municipal de la Commune de Le Barcarès, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur **Frédéric ALOY**, 1^{er} Adjoint.

ETAIENT PRESENTS :

Monsieur **Frédéric ALOY**, 1^{er} Adjoint,
Monsieur **Jean-Marie PACIFICO**, Madame **Colette DETAUX**, Monsieur **Pierre SALA**, Madame **Delphine MEUNIER**, Monsieur **Daniel HENRIC**, Mesdames **Carine NERSON**, **Martine GISOLO**, Monsieur **Philippe VILA**, Mesdames **Marie-Hélène CHARLES**, **Marie-Laure GUIRADO**, **Anne BAZERBE**, **Pauline LETORET**, Monsieur **Bruno RIPOLL**, Madame **Cécile IMBO**, Monsieur **Fabien DAVID**, Madame **Eliane VALENCIA**, Monsieur **Patrick NAFFRECHOUX**, Madame **Virginie BRODIN**.

ABSENTS :

Monsieur **Patrick GONCALVES**, Madame **Sylvie MICHEL-ALCARAZ**, Monsieur **Joan FRITSCH**, Madame **Mélissa BARNOUSSI**

PROCURATIONS :

Monsieur **Alain FERRAND** donne procuration à Madame **Marie-Hélène CHARLES**
Monsieur **Arnaud JOFFRE** donne procuration à Monsieur **Daniel HENRIC**
Monsieur **Renaud SALAMONE** donne procuration à Monsieur **Frédéric ALOY**
Monsieur **Joseph GARCIA** donne procuration à Madame **Anne BAZERBE**
Madame **Véronique MARICOURT** donne procuration à Madame **Eliana VALENCIA**

Commune de le Barcarès

DELIBERATION N°10/18-02-2022

**CONVENTION DE CONCOURS TECHNIQUE ENTRE LA SOCIETE
D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (SAFER) DU
LANGUEDOC-ROUSSILON ET LA COMMUNE**

Madame Cécile IMBO, rapporteur, informe l'Assemblée que le code rural réglemente la communication des informations relatives au marché foncier local. A ce titre, une convention a été signée entre la collectivité et la Safer afin de convenir des modalités pratiques d'actions dans le cadre du dispositif de veille foncière mis en place par l'Etablissement Public foncier Local Perpignan-Méditerranée.

Cette convention datant de 2016 comporte des informations qui doivent être réactualisées notamment sur ses aspects financiers.

Pour rappel, ce dispositif de veille foncière permet à la Commune de connaître en temps réel et sur un périmètre donné, les mutations à titre onéreux transmis à la Safer par les notaires via l'outil VigiFoncier. Cette information permet d'appréhender les changements possibles d'utilisation des sols pour anticiper et combattre certaines évolutions en termes d'usage (cabanisation, mitage, dégradation des paysages, changement de vocation...)

Pour la Commune de Le Barcarès, le territoire concerné par ladite convention porte sur les zones agricoles, naturelles et rurales.

Sur saisine de la Commune, la Safer pourra acquérir un bien situé dans une des zones précitées. Ce bien acquit par voie amiable ou par voie de préemption, sera dans un premier temps proposé aux candidats agriculteurs qui souhaiteraient devenir propriétaires exploitants.

En cas d'absence de candidat, la Safer pourra rétrocéder le bien à la Commune qui s'engage à conserver une destination conforme pendant une durée de 10 ans et à concéder à des exploitants, à la demande de la Safer, des baux à ferme.

La convention régleme le montant de l'intervention de la Safer comme suit :

- Prix d'acquisition par la Safer
- Frais réels d'acte notarié d'acquisition par la Safer
- Autres frais qui seraient réels et justifiés (à titre d'exemple, une intervention qui aboutirait à un retrait de la vente sera facturée 500 euros HT)
- Rémunération de la Safer (12% HT du prix d'acquisition)
- Minimum de 300 euros HT par dossier
- Coût supplémentaire de 250 € HT si la collectivité demande d'une enquête de terrain et une concertation
- A ce coût, peuvent éventuellement s'ajouter des frais de stockage (portage) ou des frais de contentieux liés à l'exercice de la préemption Safer

Cette convention sera conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

VU l'art L 141-5 du code rural portant sur les missions de la Safer ;

VU l'article L 143-2 du code rural portant sur les objectifs du droit de préemption de la Safer ;

VU l'article R 141-1 alinéa 6 du code rural relatif à l'exploitation des informations détenues par la Safer.

CONSIDERANT que la dernière convention doit être modifiée et renouvelée

CONSIDERANT que la signature de cette convention permet à la Commune de lutter, entre autre, contre la spéculation foncière et la cabanisation sur son territoire ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité des membres présents et représentés,**

■ **APPROUVE** les engagements et les termes financiers relatés dans le projet de convention entre la Commune de Le Barcarès et la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ;

■ **AUTORISE** Monsieur Le Maire ou son représentant à entreprendre l'ensemble des démarches et à signer tous documents utiles à la mise en œuvre de cette délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conf
Le 1^{er} Adjoint,
Frédéric ALC



Hôtel de Ville - Bd. du 14 Juillet - B.P.5 - 66421 Le Barcarès cédex

Tél : 04 68 86 11 64 - Fax : 04 68 86 02 72 - www.lebarcares.fr



facebook.com/villebarcares



twitter.com/villebarcares



instagram.com/villebarcares



gplus.to/portbarcares